

Questions au Feuilleton

3. M. Pitfield a-t-il commandé ou fait commander un pupitre fait sur mesure pour son bureau et, le cas échéant, combien a-t-il coûté et a-t-on procédé à un appel d'offres?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): 1. M. Pitfield n'a reçu que son traitement annuel, une indemnité de cessation d'emploi (voir la réponse du 22 mai 1981 à la question 674), ce qui lui était dû pour le travail à temps partiel qu'il a effectué avant de devenir fonctionnaire, soit \$17,600 pour l'année financière 1979-1980, et le remboursement, conformément aux directives du Conseil du Trésor, des dépenses qu'il a engagées dans l'exercice de ses fonctions au titre des voyages officiels, de sa réinstallation et des frais d'accueil. Ces montants se sont élevés, au cours des cinq dernières années financières, à:

1977-1978	\$6,813.83
1978-1979	4,618.91
1979-1980	3,786.83
1980-1981	3,900.73
1981-1982	9,852.32
(au 31 janvier 1982)	

2. Non.

3. Non. M. Pitfield n'a jamais demandé, depuis qu'il fait carrière dans la fonction publique, que son bureau soit redécoré. Toutefois, en 1980, le ministère des Travaux publics a déménagé à l'Édifice de l'Est, dans la partie maintenant ouverte au public, le bureau qu'ont utilisé tous les greffiers du Conseil privé depuis la Confédération. Le ministère a veillé à ce que la pièce qu'occupe le greffier dans l'édifice Langevin garde tout son cachet en faisant faire, pour \$4,850, une copie du bureau; il met du coup un frein à tous les projets de redécoration que pourraient avoir les futurs greffiers du Conseil privé. Deux autres meubles, aussi anciens, seront également remplacés par des copies, au coût de \$4,400.

L'ENTREVUE ACCORDÉE À LA PRESSE PAR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Question n° 3754—**M. Cossitt:**

1. Quelqu'un au gouvernement, et plus particulièrement le premier ministre, savait-il que le gouverneur général accorderait une entrevue à la presse le ou vers le 21 janvier 1982 et était-il au courant de la teneur des propos de ce dernier et, le cas échéant, quels sont les détails et le nom des personnes en cause?

2. Le gouverneur général prévient-il d'habitude le premier ministre de son intention de tenir une conférence de presse ou d'accorder une entrevue à la presse?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Voir Beaudesne, 4^e édition, commentaires 171(gg), (ii) et (nn).

Question n° 3755—**M. Cossitt:**

A l'occasion d'une entrevue donnée le ou vers le 21 janvier 1982, le gouverneur général a-t-il déclaré qu'il croyait que les Canadiens pourraient s'éloigner de la monarchie à la fin du siècle et, le cas échéant, a-t-il fait cette déclaration sur la recommandation du gouvernement ou avec son approbation?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Voir la réponse d'aujourd'hui à la question n° 3754.

[Traduction]

Mme le Président: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, si la question n° 2675 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, le document serait déposé immédiatement.

Mme le Président: Plaît-il à la Chambre que la question n° 2675 soit transformée en ordre de dépôt de document?

Des voix: D'accord.

[Texte]

LES PUBLICATIONS DES MINISTÈRES

Question n° 2675—**M. Beatty:**

1. Des ministères publient-ils des revues sur leurs activités et lignes de conduite et, le cas échéant, lesquels?

2. Dans le cas de chaque revue, a) quels en sont le titre et la nature, b) quelle en est la fréquence de publication, c) quels étaient (i) le tirage (ii) l'importance de la liste d'envoi de chaque numéro au cours des 12 derniers mois, d) combien (i) la préparation (ii) l'impression (iii) la distribution de chaque numéro ont-elles coûté aux contribuables, au cours des 12 derniers mois?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

M. Smith: Je demande, madame le Président, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Mme le Président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

* * *

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, je demande que tous les avis de motion portant production de documents soient reportés.

Mme le Président: Tous les avis de motion portant production de documents sont-ils reportés?

Des voix: D'accord.